

LES BILANS DÉSASTREUX DES EXÉCUTIFS DES MUSULMANS D'EUROPE

La foi et la bannière

La différence entre un chrétien et un musulman en Europe est que l'un ne fréquente pas l'église et l'autre ne va pas à la mosquée.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari.

Pourquoi donc des «exécutifs» bidon, à la solde des internationales intégristes, notamment celle des Frères musulmans, ex-l'UOIF de France ?

La majorité des musulmans d'Europe ne vont pas à la mosquée, des jours, ils font, et des jours ils ne font pas Ramadhan, ne sont pas particulièrement adeptes de la salat (prière) et ne vont pas en pèlerinage à La Mecque.

Par contre, concernant la zakat telle que prescrite et ordonnancée par l'islam, ils ne voient pas d'inconvénient à y souscrire.

Pour beaucoup, c'est l'une des formes d'attachement les plus solides à la religion et, de ce fait, vont au-delà de ce qui est ordonné par les oulémas dans la générosité. Ceux des 3^e, 4^e et 5^e générations, ayant la double nationalité (turque, algérienne, marocaine, tunisienne et celles du pays d'accueil des parents ou des grands-parents (Allemagne, France, Belgique, Pays-

Bas, Suède, Angleterre, Irlande, Ecosse...), sont très attachés aux rites ramadanesques.

Jeûneurs coriaces et fiers de l'être, le mois du «tanzil» (Révélation coranique) est pour eux un fil conducteur, une occasion inespérée de rester attachés au pays des ancêtres, celui du cœur. Ramadhan est plus, pour eux, qu'un devoir religieux, c'est une façon d'être, de se sentir dans sa peau, dans sa double identité, européenne et de là-bas. Ce n'est pas plus mal, rien n'interdit ces postures...

Pourtant, des hommes politiques du Vieux-Continent ont cru bon de vouloir organiser les musulmans et de les parquer dans des structures «bidon», comme les exécutifs des musulmans de France ou de Belgique. Le concept néo-conservateur est né, précisément en France du temps de Sarkozy. Ce dernier, habile manœuvrier, entendait discriminer l'ensemble des Français d'origine maghré-

bine en les transformant en habitués zélés des maisons de Dieu de l'islam, les mosquées. La ruse est dangereuse. Pour au moins trois raisons. Ancrer dans l'imaginaire collectif que tous les Français se réclamant de l'islam sont pratiquants, fervents défenseurs de Mohamed et du Coran, fermés sur les questions de modernité et de laïcité. Alors que les réalités sont plurielles, diverses, variées. Il y va des musulmans comme de ceux des autres obédiences. Certains sont fervents, d'autres moyennement pas du tout. Il en est qui sont croyants chrétiens, juifs ou musulmans

par filiation familiale, tradition ou attachement à la culture et non pas à la foi prônée par Moïse, Haroun, Jésus, Jehovah, Mohamed ou B'nou Al Ass.

L'ex-chef d'Etat français voulait, parce qu'il savait ce qu'il visait ; 2^e raison, installer des représentations d'islam de France intégristes, salafistes et/ou proches des Frères musulmans. Pour exclure les Algériens, sa détestation privilégiée, au profit des Qataris et Saoudiens, ses amis et alliés, financiers de ses campagnes électorales et solides atouts contre l'émancipation de l'islam de France. L'actuel chef des «Républicains»

affaiblissait par la même occasion l'autorité de la Mosquée de Paris, modérée, républicaine et attachée aux valeurs de la France et à la laïcité.

Dalil Boubakeur est algérien, donc pas du goût de Sarko. Dommage que la Belgique l'ait suivi dans ses plans diaboliques et opté pour le même type d'organisation du culte musulman dans le royaume de la belle Mathilde.

Pourquoi, d'ailleurs, doit-on organiser la religion de Mohamed en Europe, une simple observation des règles du vivre-ensemble, valable pour tous, ne devrait-elle pas suffire ? Un musulman qui

pratique doit pouvoir le faire en toute aisance sans se sentir représenté par tel ou tel organisme. Surtout si tel ou tel organisme comme l'UOIF est une annexe de l'Internationale des Frères musulmans.

L'exécutif des musulmans de France, de Navarre ou d'ailleurs est un complot déstabilisateur, néfaste et porteur de dangers pour les musulmans. Pour ces raisons, les néo-conservateurs des 28 l'ont adopté et adoubé. Un projet de Sarkozy n'est jamais bon pour les musulmans d'Europe, du Maghreb ou du Machreq. Surtout pas pour les Algériens.

A. M.

SYRIE

Un haut responsable de l'EI tué dans une frappe

Le Pentagone a annoncé jeudi la mort dans une frappe aérienne en Syrie mi-juin d'un haut responsable logistique du groupe djihadiste Etat islamique (EI).

Tareq ben Tahar al-Awni al-Harzi a été tué «par une frappe de la coalition le 16 juin à Shadadi», dans la province d'Hassaké (nord-est de la Syrie), selon le porte-parole du ministère américain de la Défense, le capitaine de vaisseau Jeff Davis.

Il s'agit du frère d'Ali al-Harzi, un recruteur de l'EI dont le Pentagone avait déjà annoncé la mort dans un raid de l'aviation américaine à Mossoul (nord de l'Irak).

Tareq al-Harzi était chargé de «lever des fonds», de «recruter» et de «faciliter les voyages» de combattants du groupe ultra-radical Etat islamique, a déclaré Jeff Davis, précisant qu'il a également participé aux «achats et au transport d'armes depuis la Libye jusqu'en Syrie».

«Sa mort réduira la capacité du groupe Etat islamique à intégrer des combattants étrangers dans les combats en Syrie et en Irak, et à déplacer des hommes et des arme-

ments entre la Syrie et l'Irak», a-t-il résumé.

Selon un haut responsable américain de la Défense, Tareq al-Harzi était de nationalité tunisienne et avait été condamné par contumace à 24 ans de prison par la justice de son pays, pour terrorisme.

Selon la même source, il était l'un des dirigeants de l'EI dans la zone frontalière entre la Turquie et la Syrie. Il était notamment chargé de réceptionner les «nouvelles recrues étrangères» et de les «entraîner au maniement d'armes légères».

Il a ainsi assisté des combattants étrangers venant «du Royaume-Uni, d'Albanie, et du Danemark», et aussi d'Afrique du Nord, selon ce haut responsable américain.

Les Etats-Unis accusent aussi Tareq al-Harzi d'avoir facilité le passage vers l'Irak de volontaires pour des attaques suicide dans des véhi-

cules bourrés d'explosifs. Le groupe Etat islamique a fait de ces kamikazes une arme redoutablement efficace dans les combats contre les forces irakiennes.

Le haut responsable américain de la Défense a indiqué également à l'AFP qu'en septembre 2013, Tareq al-Harzi avait permis au groupe Etat islamique de recevoir «environ 2 millions de dollars» en provenance d'un soutien financier du groupe extrémiste au Qatar.

Dans le cadre du programme «Rewards for Justice», le secrétaire d'Etat John Kerry avait offert 3 millions de dollars pour des informations sur Tareq al-Harzi.

De son côté, Ali al-Harzi, tué selon les Américains le 15 juin, donc la veille de la mort de son frère, était recherché pour son rôle présumé dans l'attaque contre le consulat américain à Benghazi en Libye, le 11 septembre 2012.

Cette attaque avait coûté la vie à l'ambassadeur des Etats-Unis en Libye, Christopher Stevens, et à trois autres Américains.

Un chef djihadiste tunisien tué dans un raid américain en Libye

Un djihadiste tunisien de premier plan et ancien vétéran d'Al-Qaïda a été tué dans une frappe américaine en Libye le mois dernier, a affirmé vendredi le New York Times.

Interrogé par l'AFP, le ministère tunisien de l'Intérieur a indiqué n'avoir «aucune information sur sa mort».

Seifallah Ben Hassine, chef du groupe djihadiste Ansar Asharia interdit en Tunisie, a été tué à la mi-juin lors d'un raid aérien qui visait un autre chef d'Al-Qaïda, l'Algérien Mokhtar Belmokhtar, selon le journal.

Ben Hassine a coordonné une campagne d'assas-

sinats et d'attaques, selon le quotidien qui ajoute qu'il était basé en Libye depuis 2013.

La station tunisienne privée Radio Mosaïque a donné l'information en premier, et le journal l'a confirmée auprès d'un responsable américain à Washington, est-il aussi écrit.

Ansar Asharia, l'un des principaux mouvements djihadistes tunisiens, est classé «terroriste» par

Tunis et Washington.

Les Etats-Unis avaient annoncé à la mi-juin avoir mené un raid dans l'est de la Libye pour tenter de tuer Mokhtar Belmokhtar. Le gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale avait affirmé que Belmokhtar avait péri dans la frappe, mais Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) avait démenti.

Ben Hassine, également connu sous le nom d'Abou Ayadh, figure sur une liste noire de l'ONU depuis 2002 pour ses liens avec Al-Qaïda. Il était déte-

nu en Tunisie mais a bénéficié d'une amnistie après la chute du dictateur Zine El Abidine Ben Ali.

Il aurait combattu aux côtés de Ben Laden en Afghanistan en 2001 avant de se rendre au Pakistan puis en Turquie où il a été arrêté, selon le journal.

Washington accuse le groupe tunisien Ansar Asharia d'avoir perpétré une attaque contre l'ambassade des Etats-Unis à Tunis et contre une école américaine en septembre 2012 après la diffusion d'un film islamophobe sur internet.

NIGERIA

Une adolescente se fait exploser dans une mosquée, 12 morts

Une adolescente s'est fait exploser dans une mosquée de Malari, un village du nord-est du Nigeria, tuant 12 fidèles, ont rapporté vendredi à l'AFP un milicien qui combat Boko Haram auprès de l'armée et un témoin.

Jeudi peu après 14h (13h GMT), «une kamikaze a lancé une attaque sur la mosquée de Malari, un village proche de Konduga à 35 km de Maiduguri, où elle a tué 12 fidèles et elle en a blessé sept autres», a rapporté Danlami Ajaokuta, le chef d'une milice locale.

«La kamikaze était une jeune fille d'environ 15 ans, elle avait été repérée par les fidèles qui se préparaient pour la prière de l'après-midi», a-t-il ajouté.

Gajimi Mala, un habitant qui a aidé à transporter les victimes, a confirmé ce bilan et l'âge approximatif de la jeune fille.

«On ne la connaissait pas dans le village, et quand elle a été repérée près de la mosquée (...) on lui a demandé de partir», a expliqué M. Mala.

La jeune fille «a alors quitté la mosquée, et tout le monde pensait qu'elle était partie (...) mais au moment où les fidèles étaient en train de prier dans la mosquée, elle a couru très vite à l'intérieur de la mosquée et elle s'est fait exploser», a-t-il poursuivi.

L'attentat n'a pas été revendiqué pour l'instant mais correspond au modus operandi du groupe islamiste Boko Haram, qui a déjà utilisé de nombreuses fois des jeunes filles comme bombes humaines. L'Etat de Borno, où se trouve le village de Malari, est l'épicentre de l'insurrection des islamistes.

Ce nouvel attentat-suicide, en plein mois de Ramadhan, est survenu au lendemain de trois attaques très meurtrières, qui ont fait au moins 145 morts dans le nord-est du Nigeria, le pire carnage commis par Boko Haram depuis l'arrivée au pouvoir du Président nigérian Muhammadu Buhari, le 29 mai.